

Appel à contribution pour l'élaboration de la Stratégie nationale de prévention en santé

L'enjeu de santé et de bien-être prioritaire est la santé périnatale et infantile. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande l'allaitement exclusif pendant les six premiers mois de la vie et encouragé jusqu'à l'âge de deux ans, et au-delà, (accompagnée d'une alimentation complémentaire) pour des raisons de santé optimale du nourrisson (renforcement du système immunitaire, nutrition, lien d'attachement, prévention de certaines maladies). L'allaitement est une stratégie de prévention primaire puissante: il réduit les infections infantiles, diminue les risques d'obésité, de diabète et de certaines maladies chroniques, tout en favorisant la santé mentale maternelle.

Il est alarmant de voir l'excellent taux de démarrage de l'allaitement (90,4 % à la sortie de l'hôpital), mais la chute rapide à l'âge de 6 mois (37,6 %). Cela indique un besoin de soutien postnatal, d'information continue valide et de création d'environnements favorables à l'allaitement (en milieu de travail, en public, dans les services de garde, etc.). Il est donc urgent d'investir en soutien direct en allaitement pour permettre d'agir tôt, de réduire les inégalités sociales de santé et d'améliorer la santé populationnelle à long terme, tout en réduisant la pression sur le système de santé.

Les groupes prioritaires sont divisés en six groupes principaux:

- Les familles en situation de vulnérabilité socioéconomique: Ces familles sont plus exposées aux facteurs de risque liés à la prématurité, au sevrage précoce de l'allaitement et à un accès limité aux services de santé ou de soutien. Ils ont besoin de soutien périnatal, d'accompagnement social et d'accès aux services communautaires en allaitement.
- Les mères adolescentes ou jeunes parents: Ils peuvent avoir moins de soutien, des ressources et d'expérience pour faire face aux défis de la parentalité. Le risque de sevrage précoce, de stress parental et d'isolement social est plus élevé. Il serait important d'investir dans le soutien des marraines d'allaitement et les haltes-allaitement.
- Les communautés autochtones: Elles font face à des inégalités persistantes en santé périnatale, souvent liées à leur histoire, à l'accès aux soins et aux conditions de vie. Ils ont besoin du respect de la part du personnel de santé et des ressources communautaires.
- Les familles immigrantes ou réfugiées: Certaines familles peuvent rencontrer des barrières linguistiques, culturelles ou systémiques qui freinent l'accès aux services, à l'information et au soutien. Ils ont besoin de messages



adaptés pour la prévention, des services en plusieurs langues et des intervenants formés en intervention interculturelle.

- Les parents vivant avec des enjeux de santé mentale: La santé mentale parentale (particulièrement en période périnatale) est un facteur déterminant du bien-être de l'enfant, de l'attachement et de la stabilité familiale. Les parents ont besoin de dépistage précoce, de soutien psychologique et des ressources adaptées à leurs besoins.
- Les régions éloignées ou peu desservies: L'accès aux soins et aux services de soutien à l'allaitement peut-être limité. Il est important de mettre en place des solutions mobiles ou en visioconférence pour soutenir les familles isolées.

Collectivement, il est possible d'améliorer la santé et le bien-être de la population avec:

- La création d'un réseau intégré de soutien à l'allaitement, coordonné entre les professionnels de la santé et les ressources communautaires.
- La formation de marraines d'allaitement et des professionnels de la santé sur l'allaitement et l'entretien motivationnel des populations.
- Le déploiement de campagnes de sensibilisation pour valoriser l'allaitement prolongé et normaliser cette pratique dans toutes les sphères sociales.
- La collaboration avec les milieux de travail pour offrir des conditions favorables à l'allaitement, y compris des espaces privés pour tirer son lait et des politiques de conciliation travail-famille.

Il serait important de renforcer les services postnataux offerts par les groupes en allaitement tels que Nourri-Source. La qualité des services offerts en milieu communautaire ainsi que les outils disponibles pour les familles, grâce à l'expertise des consultantes en lactation certifiées IBCLC, permettent au réseau de la santé de référer les familles vers des ressources fiables en allaitement.

Il est primordial de mettre en place un système intégré et accessible pour tous de soutien à l'allaitement dès la grossesse jusqu'au sevrage, centré sur l'accompagnement personnalisé des familles. Cette recommandation s'appuie sur l'idée que l'accompagnement continu et cohérent, tant professionnel que communautaire, est le levier le plus efficace pour améliorer la durée de l'allaitement (au-delà de 6 mois).

Cette recommandation implique directement l'ensemble des acteurs autour des familles. Concrètement, elle vise à:



- Offrir un accompagnement personnalisé aux besoins de la famille
- Renforcer les ressources communautaires en allaitement maternel
- Intégrer l'allaitement maternel dans tout le parcours périnatal et, au-delà
- Adapter les politiques publiques et favoriser le retour au travail des femmes allaitantes

L'innovation constitue un levier stratégique pour le développement d'outils adaptés aux besoins des familles en matière de soutien à l'allaitement. Parmi les pistes à envisager, l'implantation d'une ligne téléphonique animée par des consultantes en lactation permettrait d'offrir un accompagnement accessible et personnalisé aux mères, dès les premiers jours suivant la naissance. De plus, l'instauration d'un suivi initial en milieu hospitalier avec une consultante en lactation favoriserait un démarrage optimal de l'allaitement, contribuant ainsi à la prévention des difficultés précoces.

Des suivis réguliers et individualisés devraient également être proposés aux familles rencontrant des défis en lien avec l'allaitement, afin d'assurer une continuité des soins et un soutien adapté à l'évolution de leur situation. Enfin, il est essentiel que ces services soient offerts gratuitement et demeurent accessibles à l'ensemble des familles, indépendamment de leur situation financière, géographique ou sociale, dans une perspective d'équité en santé.

Le principal frein à la mise en œuvre de l'ensemble de ces initiatives demeure le financement limité accordé aux organismes communautaires, particulièrement en ce qui concerne les services directs offerts aux familles en réponse à leurs besoins spécifiques. Un financement accru permettrait non seulement d'optimiser l'offre de services, mais également de mettre en place des mécanismes de concertation régionale favorisant les échanges entre les acteurs du milieu communautaire et ceux du réseau hospitalier. Ces instances de concertation contribueraient à une meilleure délimitation des rôles respectifs, facilitant ainsi l'orientation des familles vers les services les plus appropriés en fonction de leurs besoins.

Par ailleurs, il est essentiel d'accroître la participation citoyenne dans le développement et la mise en œuvre des services préventifs. La consultation des citoyens et citoyennes par le biais d'enquêtes ou de sondages constitue un levier pertinent pour cerner leurs besoins réels et adapter les interventions en conséquence. De plus, la co-création de projets de prévention en collaboration avec les communautés locales (organismes communautaires, établissements scolaires, quartiers, etc.) représente une approche prometteuse pour assurer une meilleure adéquation entre l'offre de services et les attentes de la population.